

JOURNAL DE S^t-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, maison d'usaux, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non adressées ne sont pas lues.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner leurs lettres d'un mandat sur une banque de St-Petersbourg ou d'un mandat sur une banque de St-Petersbourg ou d'un mandat sur une banque de St-Petersbourg.

PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG
ANGLAISES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RECLAMES 25
FAITS DIVERS 75

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, pont de Police, n° 16, de la gîte hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGEWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LAECHLIN, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiev; K. F. BOUDKIEWITZ, libraire à Jitomir, et G. BERNSTEIN, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Champs-Élysées, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES & C^o, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, RUD. MOSSÉ, Grasse-Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie	ST-PETERSBOURG	1 ^{er} mois	3 ^{es} mois	6 ^{es} mois	1 ^{er} an
Interieur		2 r.	5 r.	10 r.	18 r.
Etats de l'Union postale Allemande		2 r.	5 r.	10 r.	18 r.
Belgique, Suisse, Hollande et Italie		2 r.	5 r.	10 r.	18 r.
France, Danemark, Angleterre et Roumanie		3 r.	8 r.	15 r.	27 r.
Espagne, Portugal, Grèce et Egypte		3 r.	8 r.	15 r.	27 r.
Etats-Unis d'Amérique		3 r.	8 r.	15 r.	27 r.

Prix du Numéro: en ville 40 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.; à l'extérieur 42 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier.
Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, 15.
Abonnements pour l'Intérieur: adresser les lettres à l'Administration du Journal de St-Petersbourg, Maximilianovsky pérouok, n° 15 et à Moscou, chez Gautier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les paiements de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au-dessous.
Abonnements pour l'Étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 14 mai.

COMMISSION IMPÉRIALE D'AMORTISSEMENT.

Conformément aux conditions stipulées aux 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e emprunts 4 0/0, ouverts par le gouvernement russe en 1840 par l'entremise de MM. Hope et C^o à Amsterdam, et en 1842, 1843, 1844 et 1847 de MM. Stieglitz et C^o, relativement à l'amortissement de ces emprunts par la voie du sort a été effectué le 14 mai de la présente année selon l'ordre établi le tirage des séries, dont les billets sont destinés au rachat, correspondant aux fonds d'amortissement fixés pour l'année 1873.

Les séries suivantes ont été tirées, savoir :
Vingt-cinq séries du 1^{er} emprunt : n° 10, 30, 82, 86, 90, 134, 166, 204, 223, 296, 333, 414, 511, 519, 527, 603, 694, 791, 801, 836, 848, 898, 907, 916 et 933.

Huit séries du 2^e emprunt : n° 7, 8, 36, 55, 116, 200, 266 et 294.

Huit séries du 4^e emprunt : n° 41, 56, 72, 176, 192, 232, 255 et 284.

Donze séries du 5^e emprunt : n° 168, 170, 195, 232, 237, 248, 312, 350, 387, 398, 441 et 475.

Quatorze séries du 5^e emprunt : n° 17, 24, 121, 134, 239, 291, 358, 363, 368, 391, 401, 430, 516 et 549.

1^{er} emprunt :
Série renfermant
10 les n° 451 au n° 500 inclusivement.

20	951	1000
82	4051	4100
86	4251	4300
90	4451	4500
134	6651	6700
166	8251	8300
204	10151	10200
223	11101	11150
296	14751	14800
323	16101	16150
414	20651	20700
511	25501	25550
519	25901	25950
527	26301	26350
603	30101	30150
694	34551	34600
791	39501	39550
801	40001	40050
836	41751	41800
848	42351	42400
898	44851	44900
907	45301	45350
916	45751	45800
933	49601	49650

2^e emprunt :
Série renfermant
7 les n° 301 au n° 350 inclusivement.

8	351	400
36	1751	1800
55	2701	2750
116	5751	5800
209	10401	10450
266	13251	13300
294	14651	14700

3^e emprunt :
Série renfermant
41 les n° 2001 au n° 2050 inclusivement.

56	2751	2800
72	3551	3600
176	8751	8800
192	9551	9600
232	11551	11600
255	12701	12750
284	14151	14200

4^e emprunt :
Série renfermant
168 les n° 8351 au n° 8400 inclusivement.

170	8451	8500
195	9701	9750
232	11551	11600
237	11801	11850
248	12351	12400
312	15551	15600
350	17451	17500

Série renfermant
387 19301 19350 inclusivement.
388 19351 19400
441 22001 22050
475 23701 23750

5^e emprunt :
Série renfermant
17 les n° 801 au n° 850 inclusivement.

24	1151	1200
121	6001	6050
134	6651	6700
239	11901	11950
291	14501	14550
358	17851	17900
363	18101	18150
368	18351	18400
391	19501	19550
401	20001	20050
430	21451	21500
516	25751	25800
549	27401	27450

La commission impériale d'amortissement, en informant de ce résultat les porteurs des billets de ces emprunts, les invite à vouloir présenter à la commission les billets qui font partie des numéros tirés aux termes fixés pour le paiement d'intérêts incessants, savoir : les billets des 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e emprunts depuis le 1^{er} août jusqu'au 20 décembre; ceux du 5^e emprunt depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 20 décembre de l'année courante.

Les billets des quatre derniers emprunts à leur présentation au remboursement doivent être accompagnés de leurs talons et coupons pour toucher la valeur nominale de 500 roubles; les intérêts incessants des billets des quatre premiers emprunts seront comptés jusqu'au 1^{er} août, et ceux des billets du 5^e emprunt seront comptés jusqu'au 1^{er} octobre 1873, mais au-delà de ces termes de paiement aucune rente ne sera payée sur ces billets.

Le montant des coupons qui manqueraient aux billets présentés des quatre derniers emprunts sera retenu sur le capital à rembourser.

PARTIE NON OFFICIELLE.

S. M. le shah a fait hier une visite au feld-maréchal prince Bariatinski.

Le temps ayant empêché l'excursion projetée à Yelaguine, Sa Majesté Persane est allée à l'Ermitage pour y voir la collection de tableaux et la galerie de Pierre-le-Grand. Ce qui a le plus attiré l'attention de l'auguste hôte de l'Empereur, ce sont les grands tableaux de bataille et Sa Majesté a étonné toutes les personnes qui l'accompagnaient par le savoir extraordinaire dont elle a fait preuve sur les événements de l'histoire européenne.

La soirée s'est terminée au Grand-Théâtre, où il y avait ballet.

Aujourd'hui, le shah a assisté aux manœuvres de brigade qui ont eu lieu au Champ-de-Mars. Sa Majesté portait le grand-cordon de St-André.

Il y aura ce soir grand bal au palais d'Hiver.

S. Exc. le comte Bobrinsky, ministre des voies de communication, a quitté hier St-Petersbourg par le chemin de fer Nicolas.

On écrit à la Bourse que le 11 mai environ 120 chevaux de coques passaient à la 53^e versée du chemin de fer de Voronège-Rostov, près d'un pont de deux saignées de long. Le coup de sifflet donné par le mécanicien d'un train qui allait s'engager sur le pont a effrayé les chevaux, qui au lieu de s'éloigner, se sont jetés sur la voie, près du pont, de sorte que les machinistes des wagons ont précipité du haut du pont six chevaux, qui ont été tués, et 14 autres, qui ont été plus ou moins estropiés.

On écrit à la Gazette de Moscou que le conseil de l'Empire examinera prochainement un projet élaboré par le ministre de la justice réglant la perception des droits et impôts sur

les propriétés foncières. Ce projet propose d'instituer un nouveau mode de perception des droits sur les héritages, qui seraient désormais de 3 à 6 0/0 selon le degré de parenté des héritiers et du testateur. En outre, pour améliorer le système des impôts jusqu'à ce qu'un règlement plus détaillé ait été élaboré pour l'estimation normale des propriétés foncières, on se propose d'adopter à l'avenir la capitalisation à 6 0/0 pour toutes les propriétés en général, comme taux normal de l'estimation, au moment de la conclusion du contrat d'achat.

D'après la même feuille, le comité pour les affaires de Pologne, après avoir examiné le projet concernant la question de la reprise des propriétés appartenant au gouvernement et affermées sans terme, toutes les fois qu'il se produira une accumulation des arriérés pour ces propriétés, a décidé que : par abrogation du § 13 du décret du roi de Saxe, due de Varsovie, en date du 31 janvier 1810, instituant des affermage sans terme, les fermiers qui resteraient devoir au gouvernement une somme équivalente à deux années d'affermage perdront leurs droits sans aucun arrêt judiciaire et que ces propriétés, rentrées ainsi à la disposition entière du gouvernement, seront vendues aux enchères. Les paragraphes du même décret stipulant que les dépenses d'amélioration faites par les fermiers dans les propriétés, resteront acquises à celles-ci sans aucune indemnité — sont maintenues en vigueur.

La Gazette de Moscou rapporte encore le bruit qu'à partir du 1^{er} juillet prochain, ceux des propriétaires fonciers de neuf gouvernements occidentaux qui touchent des allocations ou pensions pour blessures reçues seront afranchis du paiement de l'impôt établi pour tous les propriétaires polonais depuis la dernière insurrection.

Le ministre des finances aurait pour examen et approbation le projet des statuts de l'assurance des bestiaux en Russie, en vertu desquels la direction de la compagnie d'assurance des bestiaux en Allemagne consent à exercer ses opérations chez nous, et un projet de transposition du tarif de douanes au système métrique des poids et mesures, tant pour les importations que pour les exportations.

La recette domaniale de l'Empire, à la date du 3 mai 1873, montait à 12,872,684 r., en diminution de 24,205 r. sur l'année passée et en augmentation de 3,796,134 r. sur 1871. L'exportation des métaux (7,983,789 r.) a augmenté de 7,500,471 r. comparativement à 1872 et de 541,431 r. par rapport à 1871; quant à l'importation (4,419,605 r.), tout en ayant faibli de 2,080,639 r. sur 1872, elle s'est accrue de 3,720,239 r. sur 1871.

Le Caucase publie une correspondance de Bakou annonçant que l'on a découvert sur le plateau de Balakhan une nouvelle source d'huile minérale, jaillissant en fontaine de l'orifice du puits qui vient d'y être creusé.

La même feuille dit qu'un malentendu a surgi entre la municipalité de Vladikavkaz et le concessionnaire du chemin de fer de Rostov-Vladikavkaz relativement au choix de l'emplacement de la gare de Vladikavkaz, malentendu qui aurait été soumis à la décision d'une instance supérieure.

L'université de Kharkov vient de s'enrichir d'une magnifique collection d'entomologie ayant appartenu à M. Donets-Zakharjevsky, tombé victime d'un horrible assassinat. Le défunt était grand connaisseur et amateur passionné d'entomologie. Riche à millions, il vivait fort modestement dans son bien aux environs de Kharkov et consacrait une grande partie de ses richesses à des études d'histoire naturelle et à sa collection, qui passe à l'université de Kharkov à titre de legs.

On écrit de Kharkov à la Gazette de Moscou que, d'après le recensement opéré dans la journée du 25 mars, le chiffre de la population de cette ville monte à plus de 87,000 âmes. Au dénombrement de 1866 ce chiffre ne s'élevait qu'à 60,000 âmes.

— On écrit à la Gazette de Moscou que la société du chemin de fer de Tsarskoï-Sélo se propose de procéder prochainement à la pose d'une seconde voie, dont la nécessité est commandée par le développement de la circulation sur ce chemin. En même temps il s'agit d'abaisser le tarif des voyageurs.

— La fête publique et le feu d'artifice à l'île de Yelaguine n'ont pu avoir lieu hier dimanche, à cause du mauvais temps.

— Le pont du Vienn-Petersbourg (ancien pont Troitsky) vient d'être remis en place. Le pont du Palais reste démonté, les bateaux qui le supportent ayant été poussés par les glaces sur un bas-fonds dont on ne pourra les enlever qu'à la première crue des eaux.

— Nous lisons dans le Messager judiciaire : « En 1872 deux commis de maisons de commerce importantes de Varsovie se sont concertés pour commettre chez leurs patrons un vol très considérable. Munis de l'argent dérobé ils ont passé à l'étranger et l'on croyait leur trace entièrement perdue. Aujourd'hui les journaux de Varsovie annoncent que les deux voleurs, nommés Stanislas Cantor et Constantin Behn, ont été arrêtés à Rio-Janeiro sur la demande du gouvernement russe et extradés pour être envoyés à Varsovie. »

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

Le changement présidentiel en France s'est accompli sans avoir donné lieu jusqu'ici à aucune manifestation illégale.

Les dépêches arrivées hier soir et insérées dans notre dernier numéro rendaient compte des péripéties des trois séances de l'Assemblée Nationale, à la suite desquelles ce changement s'était trouvé nécessaire et était devenu une réalité. Le fait le plus saillant est que l'opposition s'est abstenue de prendre part à l'élection du nouveau président. Celle-ci n'est pas pour cela entachée d'illégalité, car la majorité acquise au duc de Magenta se compose de plus de la moitié des membres de l'Assemblée, et si la gauche, le parti radical et un groupe du centre gauche se sont abstenus, c'est qu'évidemment ils ne pouvaient se mettre d'accord sur la désignation d'un candidat.

La liste ministérielle qui a été paratée ce matin au Journal officiel ne nous est pas encore connue à cette heure. Celle qu'on lira ci-après, et qui circulait hier soir à Versailles, nous montre le centre droit prédominant, mais non exclusivement admis aux honneurs et aux périls du pouvoir. M. Deseilligny, du moins, appartient au centre gauche, et quant à M. Magne, on sait qu'il est le seul ancien ministre bonapartiste auquel l'opinion publique n'ait jamais reproché son service sous l'Empire. A part MM. Deseilligny et Magne, tous les autres députés désignés comme ministres avaient signé l'interpellation qui a abouti au changement du pouvoir.

Le Daily-News revient sur la question de l'université de Dublin pour démontrer la nécessité de résister aux empiétements des Eglises sur le terrain de l'éducation. Selon cette feuille, il ne s'agit pas seulement de repousser les prétentions de la hiérarchie catholique, qui voudrait s'emparer de l'éducation en Irlande, mais encore d'établir solidement en principe que la religion en général doit être séparée de l'instruction donnée par l'Etat. Si l'on admet que les parents ont le droit de demander pour leurs enfants une éducation confes-

Maritsa dans l'excellent drame de M. Averkiev dont il a été question plusieurs fois déjà dans le Journal de St-Petersbourg.

M^{me} Melnikow arrivait sur la scène du théâtre Alexandra précédée d'une certaine réputation conquise en province et sur les scènes particulières, qui ont commencé depuis quelques années à poindre dans notre capitale sous le titre forcément fallacieux de « spectacles d'amateurs » les théâtres particuliers n'étant point tolérés à St-Petersbourg à côté des théâtres entretenus par l'Etat. La nouvelle venue accusait franchement des prétentions considérables en choisissant pour son début à la salle Alexandra un des rôles les plus difficiles du répertoire moderne de la scène russe. On était donc en droit de s'attendre à quelque chose comme un événement dramatique en cas de succès, et comme on le désirait, cet événement, qui aurait rendu quelque espoir d'avenir à notre scène dramatique, comme on se sentait disposé à encourager la tentative hardie de la débutante! De quels applaudissements on l'a saluée à sa première apparition!

Hélas! pourquoi faut-il que toutes ces bonnes dispositions aient été à peu près vaines! Lorsque le rideau est tombé sur la dernière scène du drame nous nous trouvions avec une nouvelle illusion perdue, et forcée de convenir que l'acquisition de la débutante, tout en ne présentant aucun inconvénient et même en valant à notre troupe russe une capacité dramatique qui ne serait pas à dédaigner, ne servira néanmoins pas à combler la lacune que forme dans cette troupe l'absence d'une véritable jeune première dramatique.

M^{me} Melnikow n'est pas dépourvue de talent. C'est une artiste très convenable, douée d'une intelligence scénique considérablement développée et d'un sentiment de mesure assez juste. Comme seconde-donna dramatique et à côté d'un « chef d'emploi » de premier ordre,

sionnelle aux frais de l'Etat, il est évident, dit le Daily News, que les catholiques irlandais ont le droit d'exiger cette université exclusivement catholique, qui est l'idéal des évêques. Si le Parlement refuse de faire droit à cette demande c'est que tous les hommes politiques en Angleterre sont d'accord pour reconnaître que le principe confessionnel doit être exclu de l'instruction et que sous ce rapport, l'Etat ne doit établir aucune différence entre catholiques et protestants.

La ville de Londres est menacée d'une nouvelle grève. Depuis quelque temps les ouvriers charpentiers et menuisiers s'agitent pour obtenir une augmentation de paie. Le comité exécutif de l'association des entrepreneurs refuse d'accéder à cette demande et, se basant sur l'accord intervenu l'automne dernier entre patrons et ouvriers, propose à ces derniers de travailler plus longtemps pendant les mois d'été. Cette offre est vivement repoussée par les ouvriers, qui se déclarent au contraire disposés à agir en vue d'une réduction des heures de travail et rédigent en ce moment un mémoire dans ce sens, qu'ils comptent présenter aux entrepreneurs avec un ultimatum dont le contenu décidera de la tournure de l'affaire.

DÉPÊCHES TELEGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Versailles, dimanche 25 mai, 7 h. 25 m. du soir.

On assure que le nouveau ministère est constitué comme suit :

MM. de Broglie aux affaires étrangères, Beulé à l'intérieur, Magne aux finances, Ernoul à la justice, Bathie à l'instruction publique et aux cultes, La Bouillerie au commerce, Deseilligny aux travaux publics, marquis de Dampierre à la marine et le général de Cissey à la guerre.

À la Bourse du boulevard l'emprunt nouveau est coté à 89 fr. 05 cent.

Les troupes sont consignées à Paris et à Versailles, mais il n'y a aucun signe d'agitation nulle part.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

S. A. R. le grand-duc de Mecklembourg-Schwérin est arrivé à Berlin le 23 mai.

Les journaux de Berlin du 23 mai signalent le retour dans cette capitale de M. d'Oubril, ambassadeur de Russie près la cour d'Allemagne.

Malgré l'excursion d'un grand nombre de ses membres à Wilhelmshaven, le Parlement de l'Empire a tenu le 23 mai une séance, dans laquelle cependant on ne s'est occupé que de questions d'intérêt purement local.

Les membres du conseil fédéral et du Parlement de l'Empire qui ont pris part à l'excursion parlementaire à Brême et à Wilhelmshaven se sont réunis le 22 mai au soir à un grand banquet organisé à bord du navire de guerre *Kenig Wilhelm*, dont le pont avait été transformé en un splendide salon, éclairé au gaz, et où l'on avait dressé des tables pour 600 convives.

Le feld-maréchal comte de Moltke a porté un toast à : « S. M. l'empereur, *semper auctor imperii*, protecteur de la paix par l'armée et la flotte. »

Les navires en rade de Wilhelmshaven ont répondu par une salve de 101 coups de canon.

Il serait d'une grande utilité pour constituer un bon ensemble, mais il lui faut renoncer à briller aux premiers emplois, qu'elle paraît convoiter.

D'abord ses moyens physiques ne lui permettraient pas de supporter le poids d'une si lourde charge. Malgré sa belle taille et ses traits d'une régularité énergique, la débutante produit l'effet d'une complexion un peu chétive. Sa voix est à la fois grêle et voilée; sa diction, quoique fort intelligente, a l'air de manquer d'halet. En même temps elle n'a pas une de ces natures nerveuses qui savent suppléer par une excitation momentanée à une véritable puissance de tempérament dramatique. Le rôle de *Maritsa*, interprété par M^{me} Melnikow, a paru incolore et effacé, malgré les couleurs même quelque peu violentes dont il est chargé par endroits. Ce début n'a pas été précisément un échec, mais, ce qui, dans la situation actuelle de notre troupe dramatique, est pis encore, un de ces demi-succès après lesquels le public cède la salle sous une impression qui tient le milieu entre la satisfaction et le mécontentement, et vient à se persuader que le niveau des capacités dramatiques de notre troupe russe serait une situation normale, à laquelle on ne saurait apporter aucun remède.

Il est vrai que le second début de M^{me} Melnikow a beaucoup mieux réussi. Dans le rôle de la *princesse Ricolson* des « Erreurs de la jeunesse », elle a déployé des qualités qu'il ne faudrait point dédaigner, vu la composition actuelle du personnel féminin du théâtre Alexandra. Si dans les scènes où le côté « Femme du grand monde » prédomine, elle n'a pas su donner à son personnage tout le cachet de distinction désirable, en revanche dans les scènes où la femme du monde disparaît pour faire place à la femme aimante, en proie à des misères sociales dans lesquelles elle se trouve plongée tout à coup, grâce aux circonstances qui cons-

M. de Stosch, chef de l'amirauté, a porté ensuite un toast : « Au conseil fédéral, au Parlement de l'empire et aux convives réunis à bord du *Kenig Wilhelm*. »

L'orateur a relevé l'importance de la fête, où des représentants de toute l'Allemagne unie assistaient à un joyeux banquet à bord du plus grand navire cuirassé de la flotte allemande, — de cette flotte qui, après des débuts modestes, doit prendre à l'avenir un brillant développement.

« Permettez-moi, comme Prussien, de vous rappeler, messieurs, a dit le chef de l'amirauté, — qu'il y a vingt ans Wilhelmshaven était une solitude et que c'est grâce à un déploiement de vigueur et de persévérance que se sont élevés ces grandes œuvres que vous venez d'admirer. C'est à vous, messieurs du conseil fédéral et du Parlement de l'empire, de prêter la main à ce que notre marine prospère et se développe et arrive au niveau qu'exigent la dignité, l'honneur et la sécurité de l'Allemagne! »

M. de Benningsen a remercié M. de Stosch au nom du Parlement de l'empire et, après un discours plein de verve, a porté un toast à la marine allemande.

Le contre-amiral Klatt a bu au commerce et à la navigation, et M. Krüger, ministre-résident des villes hanséatiques à Berlin, aux Allemands établis à l'étranger. Après ces toasts, M. Mosle, député de Brême au Parlement, a offert au chef de l'amirauté, au nom de la représentation nationale, un magnifique pavillon noir-blanc-rouge, avec l'inscription : « Le Parlement au navire de Sa Majesté le *Kenig Wilhelm*. »

M. de Stosch a répondu : « Je suis autorisé par S. M. l'empereur à accepter ce pavillon; il flottera sur le *Kenig Wilhelm* et nous l'honorons et le défendons toujours comme il convient d'honorer et de défendre le pavillon allemand. »

M. Dorry, de Wilhelmshaven, a bu à la patrie allemande, le comte Münster à Wilhelmshaven, le capitaine de corvette Werner « à l'armée, la sœur aînée de la flotte », et M. Braun (Wiesbaden) de nouveau aux dames, comme il l'avait fait à Brême.

Le lendemain, 23, la plupart des excursionnistes sont repartis pour Berlin. Un certain nombre de députés au Parlement sont restés à Brême.

Prusse. — Les membres de la fraction du centre (ultramontains) de la Chambre des Députés de Prusse viennent aussi de publier leur manifest

dégradé par le prince-évêque de Breslau, et cela sans sommation préalable, sans suspension et sans fixation d'un délai préemptoire, comme c'est l'usage en pareil cas.

On suppose que le prélat aura voulu, par ce procédé sommaire, devancer l'action des lois ecclésiastiques récemment promulguées et pour lesquelles les mesures exécutives n'avaient pas encore été définitivement arrêtées.

BAVIÈRE. — Extrait du *Christliche Pilger* (Le Pèlerin chrétien), feuille ultramontaine de Spire :

« Quelle est la cause de la maladie de Pie IX ? Sa longue captivité ! Les usurpateurs du 20 septembre ont enfoncé le pape dans une prison froide et humide, où il ne peut pas se donner le mouvement nécessaire à sa santé. »

Autriche-Hongrie.

Comme le télégraphe nous l'a annoncé, c'est dans la séance du 21 mai de la Chambre des Députés de Hongrie que M. de Kerkapolyi a déposé la loi financière pour l'exercice de 1874. Il l'a accompagnée d'un exposé de la situation financière, dont voici le résumé :

Le ministre des finances constate que le déficit s'élève à 31 millions. Mais, dit l'exposé, ce n'est pas le moment de parler des moyens auxquels il faudra recourir pour couvrir ce déficit. Plusieurs des titres qui figurent au budget des dépenses sont encore à voter et plus d'une question devra être résolue, avant de déterminer quel sera le moyen le plus favorable pour couvrir ces déficits. Ce que le ministre croit pouvoir assurer, c'est qu'il est grandement temps, selon lui, d'abandonner le procédé qui consiste à inscrire pour chaque crédit demandé un nouveau titre à la Dette publique. « En créant continuellement des crédits spéciaux, a ajouté M. de Kerkapolyi, en amortissant éternellement notre dette, en dépensant 100 millions pour en payer 75 nous n'arriverons à rien de bon. »

Le *Poste Lloyd* compare le budget de 1874 à celui de 1873. En 1873, dit-il, le budget ordinaire des dépenses prévues s'élevait à 207,191,572 fl. ; en 1874 il est de 210,265,303 fl., ce qui présente une augmentation de 3,073,731 fl. sur 1873. Le budget ordinaire des recettes en 1873 monte à 203 millions 468,925 fl. ; en 1874 à 207,540,468 fl. ; l'augmentation est donc pour 1874 de 4,071,543 florins.

Le budget ordinaire pour 1874 se solde par un déficit de 2,424,835 fl., qui présente sur le déficit du budget ordinaire de 1873 (3,722,647) une diminution de 1,297,812 fl.

Les prévisions budgétaires pour les dépenses extraordinaires en 1873 s'élevaient à 43 millions 84,267 fl., en 1874 à 43,298,318 fl. ; pour les recettes extraordinaires en 1873 à 6,278,148 florins, en 1874 à 7,161,975 fl.

Ainsi le déficit du budget extraordinaire pour 1874 s'élève à 36,136,348 fl. et présente sur le déficit de 1873 (36,806,119 fl.) une diminution de 669,776 fl.

Un correspondant du *Journal de Genève* donne les détails suivants sur les nouveaux wagons-lits qui circulent entre Vienne et Munich :

« Je viens de faire un voyage, aller et retour, d'un millier de kilomètres ; j'ai dormi deux nuits consécutives en coupé et lorsque je suis arrivé à Vienne j'étais dispos comme à mon départ et si peu dérangé dans ma toilette que j'eusse pu faire immédiatement mes visites. »

« Ce résultat tout à fait inconnu, je le dois au premier wagon-lit qui a fait, lundi 6 h. 19 du soir, le voyage de Vienne à Munich et vice versa. »

« L'entreprise des wagons-lits est faite par une société portant le nom de « Compagnie internationale des wagons-lits ». M. Georges Nagelmackers, un Belge, de qui toute l'idée est partie et qui a vaincu à lui seul les premières difficultés, est le directeur-gérant. »

« Le principe d'action de la société, c'est de faire circuler sur tous les chemins de fer européens, qui acceptent un contrat avec elle, les voitures dont je parle et cela aux conditions suivantes :

« 1° La Compagnie reste propriétaire des wagons qu'elle fait construire ;
« 2° Elle entretient l'intérieur de la voiture ;
« 3° Elle paie le personnel chargé de l'intérieur ;

« 4° Elle paie par nuit et par lit un supplément qui varie de 6 à 10 fr. »

« L'autre partie, les chemins de fer, n'a d'autres frais que l'entretien extérieur de la voiture, graissage des roues, etc. Le prix des places est payé comme d'habitude aux guichets ; mais si le voyageur, une fois dans la gare, veut monter en wagon-lit, il paie à la Compagnie le supplément que j'ai indiqué. »

« Le premier wagon-lit se trouve à l'Exposition dans le compartiment autrichien. Le second est celui avec lequel j'ai voyagé. Je vais vous le décrire. »

« Les conditions extérieures sont presque analogues à celles des voitures ordinaires de première classe ; un peu plus de hauteur et de poids, puis les inscriptions :

« *Schlafwagen — Compagnie intern. des wagons-lits — Sleeping car.* »

« A l'intérieur, quatre compartiments, deux à quatre places chacun ; un compartiment de dames, également à quatre places, et enfin celui qui comprend le cabinet de toilette, le water-closet et un couloir d'entrée où se tient l'employé de service, toujours présent. »

« Ces différents compartiments sont indépendants les uns des autres ; ils ont leur porte, qu'on ferme à volonté. »

« L'aménagement des trois premiers consiste en un couloir au milieu. Des deux côtés, les quatre places forment chacune un fauteuil élégant, boudoir et très-aisé. Entre chaque couple de fauteuils, à la paroi de la voiture, est fixée une petite table mobile et au-dessus une glace allongée, avec une bougie également mobile, ce qui permet de lire même le soir et d'écrire à la rigueur, de jouer aux cartes, de manger, etc. »

« La nuit venue — jusqu'à trois heures — on a indiqué que vous vous trouvez dans une voiture d'un genre à part — l'employé rapproche les assises des fauteuils placés vis-à-vis, les recouvre d'un matelas, d'un oreiller, d'un drap blanc, d'une couverture, et voilà un lit aussi commode qu'on peut le désirer, organisé à la minute. L'autre couple des fauteuils reçoit la même transformation. »

« Ensuite l'employé abaisse un lit invisible, comprimé pendant le jour contre la paroi supérieure de la voiture. Au bout d'un moment voilà donc le compartiment transformé en un coquet petit dortoir à quatre couchés, tout à fait séparés. »

« On peut parfaitement être assis sur les fauteuils pendant que le lit supérieur est descendu. Une fois chacun couché, les rideaux sont fermés ; mais ici il serait trop long de vous expliquer comment les choses s'arrangent sans qu'on soit gêné par ses voisins. »

« Quant à l'éclairage, outre les bougies signalées, il y a, au centre de chaque compartiment, une lampe à huile avec cette spécialité qu'elle sert aussi à l'éclairage. On peut continuellement fumer sans être incommodé. »

« Le chauffage s'opère par un foyer placé sous la caisse de la voiture et répandant l'air chaud à l'intérieur. »

« Aux extrémités du wagon sont placées des armoires renfermant le linge. Le cabinet de toilette contient les accessoires nécessaires. »

« L'employé spécial est à la disposition des voyageurs pour leur rendre tous les petits services d'usage en pareille circonstance. Il leur sert, suivant le tarif, le moins cher que l'on ait vu à Vienne, des cigares, du café, du thé, des concombres, des œufs, etc. »

« Conclusions. La compagnie des wagons-lits met d'abord à la disposition des chemins de fer des voitures luxueuses ; — il y en aura plus tard de deuxième classe ; — et sous tous les rapports fort commodes. D'autre part, moyennant un supplément non exagéré, les voyageurs ont un moyen d'accomplir leur voyage d'une manière plus facile, et surtout moins fatigante ; de là un gain de temps, car avec le système actuel il faut un repos de deux jours pour se remettre après un long voyage. »

« Ces voitures seront d'abord constituées à Vienne, Bruxelles et Paris. »

« Souhaitons un bon succès à l'entreprise. »

France.

Projet de loi électorale, présenté par M. Thiers, président de la république, et par M. Dufré, garde des sceaux, à l'Assemblée Nationale dans la séance du 19 mai.

(Suite et fin.) (1)

Dans un pays où le suffrage universel devient la source directe ou indirecte de tous les pouvoirs publics, le droit de voter devient d'une telle importance qu'il ne peut être confié qu'à des mains pures, et que son exercice doit être suspendu par une profonde altération de l'intelligence ou par une extrême dépendance de situation. Nous avons énuméré avec soin, dans les articles 5 et 6 du projet, les causes pour lesquelles un citoyen qui remplit les conditions d'âge et de domicile, peut néanmoins être privé de son droit électoral. Nous avons toutefois distingué entre la privation perpétuelle et la privation temporaire. La première même peut cesser par le bienfait de la réhabilitation. L'article 7 confirme la disposition que vous avez déjà insérée dans l'article 5 de la loi sur le recrutement de l'armée, mais en faisant cesser les doutes graves que la rédaction trop laconique de cet article avait fait naître.

Le registre électoral deviendra, nous le croyons, une grande et utile institution, si formée avec le soin le plus attentif et la justice la plus scrupuleuse, il est tenu par une révision annuelle au courant des mouvements de la population électorale. Il s'établira chaque année une relation naturelle entre les listes préparées pour le recrutement de l'armée et le registre électoral ; tous ceux qui auront été appelés pour prendre part au service militaire dans les conditions déterminées par les lois, seront quelques mois après investis du droit électoral.

Après d'être inscrits tous ceux qui, par une déclaration antérieure, auront annoncé la volonté d'exercer leurs droits de citoyen dans la commune. Mais si nous pouvons exiger cette déclaration pour l'avenir, nous ne pouvons exiger qu'elle ait été faite à une époque où la loi ne l'exigeait pas. Jusqu'à la révision du 1^{er} janvier 1876, la résidence habituelle sera constatée par les modes de preuves ordinaires fournies à l'examen consciencieux des commissions.

Comme les nouveaux électeurs viennent prendre place sur le registre électoral, ceux qui ont perdu d'une manière absolue le droit de voter ou qui ont transporté leur domicile électoral dans une autre commune doivent être retranchés. Si comme des électeurs cessent d'habiter leur commune et d'y exercer leurs droits électoraux pendant cinq ans, il nous paraît juste de ne pas les maintenir.

Vous avez décidé, par une loi récente, que, pour être élu au premier tour de scrutin, il fallait obtenir un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits ; tout au moins faut-il ne compter que de vrais électeurs et en retrancher ceux qu'une trop longue absence a dérobés aux regards de leurs concitoyens.

Ausurplus, l'inscription nouvelle, comme toute radiation, est soumise au contrôle des parties intéressées : la commission de révision peut être appelée à se prononcer de nouveau et le tribunal civil est le juge souverain des réclamations qui se produisent. Nous avons admis comme garantie de ce droit des formes de procédure qui ne s'écartent pas notablement de celles qui avaient été tracées par les lois précédentes.

Le titre III du projet règle les conditions d'éligibilité : nous avons adopté les règles sévères d'incompatibilité déjà consacrées par la loi du 15 mars 1849 ; nous nous conformons en même temps aux principes de votre loi du 25 avril 1872 dont nous avons reproduit plusieurs dispositions.

Les décrets organiques et réglementaires du 2 février 1852 contiennent sur la tenue des collèges électoraux et sur la poursuite des délits commis à l'occasion des élections des dispositions qui continueront à être observées. Elles ne sont pas irréprochables ; elles pourront être améliorées plus tard ; pour le moment elles suffisent.

Tels sont, messieurs, les principaux traits de la loi que nous avons l'honneur de vous présenter. Nous la croyons propre, si elle est fermement exécutée, à dissiper bien des craintes qu'éveille encore le suffrage universel introduit chez nous en 1848, sans être attendu, par un coup soudain de révolution. Il laisse encore des doutes dans beaucoup d'esprits ; nous voudrions les dissiper. Si notre loi produisait ce résultat, elle serait certainement utile, car il en est des institutions comme des hommes : leur principale force est dans la confiance qu'elles inspirent.

TITRE PREMIER. — Des électeurs.

Art. 1^{er}. — Sont électeurs tous les Français âgés de vingt-et-un ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques.

Art. 2. — La qualité d'électeur sera constatée par une inscription sur un registre électoral tenu dans chaque commune.

Art. 3. — Le registre électoral est permanent ; il est l'objet d'une révision annuelle. La première rédaction et la révision annuelle de ce registre seront faites par les soins d'une commission spéciale composée du maire, de deux conseillers municipaux désignés par le conseil municipal et de deux électeurs domiciliés dans le canton, désignés par le sous-préfet.

Dans les communes comprenant plusieurs arrondissements ou cantons, il y aura autant de commissions que d'arrondissements ou de cantons.

A Paris, il y aura pour chaque quartier une commission composée du maire de l'arrondissement, du conseiller municipal du quartier et de trois électeurs domiciliés dans l'arrondissement et désignés par le préfet de la Seine.

Art. 4. — Sont inscrits pour la première fois sur le registre électoral de chaque commune tous les Français âgés de vingt-et-un ans, jouissant de leurs droits civils et politiques, ne se trouvant dans aucun des cas d'incapacité qui seront indiqués par la présente loi, et ayant depuis deux ans leur résidence habituelle dans la commune ou dans le canton dont elle fait partie.

(1) Voir notre numéro d'hier.

Tout individu qui n'aura pas eu depuis deux ans sa résidence habituelle dans la commune ou le canton, qu'il habite au moment de la préparation du registre, sera inscrit sur le registre électoral de la dernière commune ou localité où il justifiera d'une résidence habituelle de deux années, ou de son domicile d'origine.

Art. 5. — Sont privés du droit d'électeur et ne peuvent être inscrits sur aucun registre électoral :

1° Les individus qui ont été condamnés soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement ;

2° Ceux qui ont été condamnés à des peines correctionnelles pour faits qualifiés crimes par la loi ;

3° Ceux à qui les tribunaux correctionnels ont interdit le droit de vote et d'élection par application des lois qui autorisent cette interdiction ;

4° Les militaires condamnés aux travaux publics ;

5° Les condamnés à l'emprisonnement, quelle qu'en soit la durée, pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par des dépositaires des deniers publics, délit d'usure, d'adultère, attentats aux mœurs prévus par les articles 330 et 334 du code pénal ;

6° Les notaires, greffiers et officiers ministériels destitués en vertu de décisions judiciaires ;

7° Les faillis non réhabilités dont la faillite aura été déclarée soit par les tribunaux français, soit par jugements étrangers exécutoires en France ;

8° Les individus placés par décisions judiciaires sous la surveillance de la haute police ;

9° Les interdits, les individus qui sont admis dans les hôpitaux, hospices ou autres établissements d'assistance publique.

Art. 6. — Ne pourront être inscrits pendant cinq ans à partir de l'expiration de leur peine :

1° Les individus condamnés à l'emprisonnement par application des articles 139, 153, 174, 400, § 1, 410, 411, 439, 443, 444, 445, 446, 447 et 452 du code pénal ;

2° Ceux qui ont été condamnés pour vagabondage ou mendicité ;

3° Les condamnés à l'emprisonnement par application de l'article 423 du code pénal, de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851 et de l'article 1^{er} de la loi du 5-9 mai 1855 ;

4° Les condamnés à l'emprisonnement par application de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés ;

5° Les condamnés à l'emprisonnement pour infraction aux dispositions des articles 60, 63 et 65 du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée ;

6° Les condamnés à l'emprisonnement pour outrage à la morale publique et religieuse, pour délits contre les mœurs commis par l'un des moyens énoncés dans l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1819, pour excitation à la haine des citoyens les uns contre les autres ou à la guerre civile ;

7° Les individus condamnés à l'emprisonnement par application des articles 31 et suivants du décret organique du 2 février 1852 et de la présente loi.

8° Les incapacités mentionnées dans le présent article et dans les §§ 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8 de l'article précédent pourront être effacées par un décret de réhabilitation.

Art. 7. — Les militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes, des armées de terre et de mer, en activité de service, ne prennent part à aucun vote quand ils sont présents à leur corps, à leur poste, ou dans l'exercice de leurs fonctions.

Ceux qui, au moment de l'élection, se trouvent en résidence libre, en non-activité, ou en possession d'un congé régulier, peuvent voter dans la commune sur les listes de laquelle ils sont régulièrement inscrits.

Cette dernière disposition s'applique également aux officiers généraux et assimilés qui sont en disponibilité ou dans le cadre de réserve.

TITRE II. — Formation et révision du registre électoral.

Art. 8. — Le registre électoral devra être fait pour toutes les communes de France dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

Il sera révisé au commencement de chaque année.

Art. 9. — Du 1^{er} au 15 janvier de chaque année, la commission ajoutera à la liste inscrite sur le registre :

1° Les citoyens qui, pendant l'année, auront satisfait dans la commune à la loi du recrutement, conformément aux dispositions de la loi du 27 juillet 1872 ;

2° Ceux qui auront acquis leur domicile électoral par une déclaration faite à la mairie de la commune et suivie d'une résidence habituelle de deux ans dans la commune ou le canton, et justifiant qu'ils ont requis leur radiation du registre électoral de leur précédent domicile.

Toutefois la déclaration qui doit précéder les deux ans de résidence ne sera exigée qu'à partir du 1^{er} janvier 1876 ;

3° Ceux qui rempliraient les conditions nécessaires pour être électeurs avant le 1^{er} avril de l'année ;

4° Ceux qui auraient été précédemment omis par erreur.

Art. 10. — La commission en retranchera :

1° Les individus décédés ;

2° Ceux qui ont perdu les qualités requises ;

3° Ceux qu'elle reconnaîtra avoir été indûment inscrits, quelle que leur inscription n'ait pas été attaquée ;

4° Ceux dont la radiation a été ordonnée par l'autorité compétente ;

5° Ceux qui ont transporté leur domicile électoral dans une autre commune, conformément au paragraphe 2 de l'article 9 de la présente loi.

La commission tiendra un registre de toutes ses décisions et elle y mentionnera les motifs et les pièces à l'appui.

Art. 11. — Le tableau contenant les additions et retranchements faits par la commission au registre électoral sera déposé au plus tard dans les vingt jours au secrétariat de la commune pour y être communiqué à tout requérant. Il pourra être copié et reproduit par la voie de l'impression. Le jour même du dépôt du tableau de révision, avis de ce dépôt sera donné par affiches apposées aux lieux accoutumés.

Art. 12. — Un copie de ce tableau et du procès-verbal constatant l'accomplissement des formalités prescrites par les deux articles précédents sera transmis, en même temps, au sous-préfet de l'arrondissement, qui l'adressera au préfet, au juge de paix, qui l'adressera au procureur de la république.

Art. 13. — Si le préfet estime que les formalités et les délais prescrits par la loi n'ont pas été observés, il devra, dans les dix jours de l'envoi par le maire, déférer les opérations de la commission au conseil de préfecture, qui statuera dans les trois jours et fixera, s'il y a lieu, le délai dans lequel les opérations annulées devront être refaites.

Art. 14. — Tout citoyen omis sur le registre pourra, dans le mois à compter de l'ap-

sition des affiches, présenter sa réclamation à la mairie.

Dans le même délai, tout électeur inscrit sur l'un des registres électoraux de la circonscription et le procureur de la république pourront réclamer l'inscription de citoyens omis.

A toute époque de l'année, la radiation d'un individu indûment inscrit pourra être réclamée par tout électeur inscrit sur l'un des registres de la circonscription et par le procureur de la république.

Il sera ouvert dans chaque mairie un registre sur lequel les réclamations seront inscrites par ordre de date. Le maire devra donner récépissé de chaque réclamation.

Art. 15. — L'électeur dont l'inscription aura été contestée en sera averti sans frais par le maire pour lui présenter ses observations.

Art. 16. — Les réclamations seront jugées dans les dix jours par la commission chargée de la révision annuelle.

Art. 17. — Notification de la décision sera, dans les trois jours, faite aux parties intéressées par le ministère d'un agent assermenté.

Elles pourront en appeler dans les cinq jours de la notification.

Art. 18. — L'appel sera porté devant le tribunal civil. Il sera formé par simple déclaration au greffe de ce tribunal ou au greffe de la justice de paix du canton ; en ce cas, le greffier du juge de paix sera tenu de le transmettre dans les vingt-quatre heures au greffe du tribunal.

Art. 19. — Lorsque la demande en radiation sera formée plus d'un mois après l'apposition des affiches dont il est parlé à l'art. 12, elle sera portée directement devant le tribunal civil.

Art. 20. — Le tribunal statuera dans les dix jours, sans frais ni formes de procédure, et sur simple avertissement donné cinq jours à l'avance à toutes les parties intéressées. Le ministère public sera entendu en ses conclusions.

Art. 21. — La décision du tribunal sera en dernier ressort, mais elle pourra être déférée à la cour de cassation.

Art. 22. — Le pourvoi ne sera recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notification de la décision. Il ne sera pas suspensif. Il sera formé par simple requête, dispensée de l'intermédiaire d'un avocat à la cour et jugée d'urgence sans frais ni consignation d'amende.

Art. 23. — Tous les actes judiciaires en matière électorale seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Les extraits des actes de naissance nécessaires pour établir l'âge des électeurs et leurs certificats seront délivrés gratuitement, sur papier libre, à tous réclameurs ; ils porteront en tête de leur texte l'annonce de leur destination spéciale et ne seront admis pour aucune autre.

Art. 24. — Le procureur de la république donnera immédiatement avis au maire des jugements définitifs et veillera à leur exécution.

Art. 25. — Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la loi, pour la première confection du tableau électoral, et pour la révision annuelle, le 31 mars de chaque année, le maire opérera toutes les rectifications régulièrement ordonnées, transmet au procureur de la république le tableau des rectifications ainsi effectuées et arrête définitivement le registre électoral de la commune.

Art. 26. — Le registre électoral restera jusqu'au 31 mars de l'année suivante tel qu'il a été arrêté, sauf néanmoins les changements qui seraient ordonnés ultérieurement par décision du tribunal, et sans aucune radiation des noms des électeurs décédés ou privés des droits civils et politiques par jugements définitifs.

TITRE III. — Des éligibles.

Art. 27. — Sont éligibles à la Chambre des Représentants, sans condition de cens ni de domicile, les citoyens âgés de 25 ans qui sont électeurs, conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 28. — Tout sénateur ou représentant qui, pendant la durée de son mandat, aurait été frappé d'une condamnation emportant privation du droit électoral, sera déchu de ses fonctions législatives. La déchéance sera prononcée par la Chambre dont il faisait partie.

Art. 29. — Toute fonction publique rétribuée est incompatible avec le mandat de représentant.

Sont exceptées les fonctions de ministre, de sous-secrétaire d'Etat, d'ambassadeur ou ministre plénipotentiaire, de préfet de la Seine.

Art. 30. — Tout fonctionnaire rétribué, élu représentant, sera réputé démissionnaire par ses fonctions par le seul fait de son admission comme membre de la Chambre, s'il n'a pas opté avant la vérification des pouvoirs.

Le représentant qui accepte des fonctions publiques salariées est réputé démissionnaire par le seul fait de son acceptation.

Il pourra néanmoins être chargé de missions extraordinaires et temporaires à l'intérieur ou à l'étranger.

Art. 31. — Ne peuvent être élus par l'arrondissement compris en tout ou en partie dans leur ressort, pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant les six mois qui suivent la cessation de leurs fonctions par démission, destitution, changement de résidence ou de toute autre manière :

1° Les premiers présidents, les présidents et les membres des parquets des corps d'appel ;

2° Les présidents, les vice-présidents, les juges d'instruction et les membres des parquets des tribunaux de première instance ;

3° Le préfet de police, les préfets et sous-préfets et les secrétaires généraux de préfectures ;

4° Les ingénieurs en chef et d'arrondissement ;

5° Les recteurs et inspecteurs d'Académie ;

6° Les inspecteurs des écoles primaires ;

7° Les archevêques, évêques et vicaires généraux ;

8° Les officiers généraux commandant les divisions et subdivisions militaires ;

9° Les intendants divisionnaires et les sous-intendants militaires ;

10° Les préfets maritimes ;

11° Les trésoriers payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances ;

12° Les directeurs des contributions directes et indirectes, des domaines, de l'enregistrement et des douanes ;

13° Les conservateurs et inspecteurs des forêts.

Cette prohibition s'applique, pour les colonies, aux gouverneurs et à tous les citoyens y remplissant une fonction correspondante à l'une de celles énumérées au présent article.

Art. 32. — Le sénateur ou représentant élu par plusieurs collèges électoraux sera tenu de faire connaître son option dans le mois qui suivra la déclaration de validité des élections entre lesquelles il doit opter. A défaut d'option dans ce délai, il sera décidé par la voie du sort à quel département ou arrondissement il appartiendra.

TITRE IV. — De l'élection.

Art. 33. — L'élection des sénateurs et des représentants a lieu par le vote de tous les électeurs au chef-lieu de la commune où ils ont leur domicile électoral.

Chaque commune peut être divisée, par arrêté du préfet, en autant de sections que le

rend nécessaire le nombre des électeurs inscrits. L'arrêté pourra fixer le siège de ces sections ailleurs qu'au chef-lieu de la commune.

Art. 34. — Les collèges électoraux seront convoqués par un décret du président de la république ; l'intervalle entre la promulgation du décret et l'ouverture des collèges électoraux est de vingt jours au moins.

Art. 35. — Continueront à être observées jusqu'à ce qu'il y ait été légalement dérogé les dispositions du titre II du décret réglementaire du 2 février 1852 sur la tenue des collèges électoraux.

Seront également observées les dispositions pénales du titre IV du décret organique du même jour.

destinée à prononcer sur les différends entre peuples. On a en outre voté une pétition, sur ce sujet, à la Chambre des Communes, et l'on a nommé un comité exécutif chargé de s'entendre avec les sociétés anglaises dans le but de faire triompher la cause de l'humanité.

Le journal d'Ipswich raconte que, le 12 mai, à Lowestoft, lady Smith, une centenaire, a offert un dîner à 107 personnes, dont les âges réunis donnaient un total de 8,298 ans. C'est une moyenne de 77 ans pour chacune.

Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 22 mai :

Diminution : sur la réserve totale (billets et numéraire), 102,704 liv. st.; sur les billets en circulation, 340,800 liv. st.; sur le numéraire, 443,504 liv. st.; sur les effets escomptés, 840 mille 582 liv. st.; sur les comptes particuliers, 751,137 liv. st.; sur le compte du trésor, 207 mille 228 liv. st.; sur les billets en réserve, 240,385 liv. st.

L'escompte sur place est fixé de 5/8 à 5 1/2.

Italie.

Dans la séance du 21 mai, la Chambre des Députés a approuvé l'article 1^{er} du projet de loi interdisant l'emploi des jeunes garçons dans les professions ambulantes qui les exposent au vagabondage.

Dans la séance de l'après-midi, le même jour, la Chambre a continué la discussion du projet relatif aux corporations religieuses. Elle a approuvé l'ordre du jour Nicotera, lequel prend acte de la déclaration du ministre portant que les dispositions de l'article 18 de la loi sur les garanties du pape ne sont pas applicables aux représentants des ordres religieux. Les articles 3 et 4 relatifs aux locaux et pensions ont été approuvés avec quelques amendements.

Une démonstration a eu lieu le 21 mai à Gènes; des cris : A bas Paolotti ont été poussés; la manifestation a parcouru les rues principales et s'est arrêtée devant le Palais-Ducal, occupé par les carabinieri; la foule a redoublé de zèle; la troupe a fait des sommations et dissous la démonstration; la foule poursuivie s'est retirée sur la place Charles-Félix, qui s'est occupée militairement; quelques arrestations ont été opérées.

Manzoni est mort le 23 mai à Milan.

La Chambre des Députés a voté le lendemain un ordre du jour donnant expression au deuil national causé par la mort de l'illustre poète et patriote.

LL. AA. RR. le prince Humbert et le prince Amédée, duc d'Aoste, assisteront aux funérailles.

Alexandre Manzoni était né à Milan en 1784. Le célèbre auteur des *Promessi Sposi* avait donc atteint l'âge de 89 ans.

Espagne.

Berne, 23 mai. — Relativement à la révision de la Constitution suisse, le Conseil fédéral a chargé le département de justice d'examiner la question d'une université fédérale.

On sait que le Grand-Conseil du canton de Neuchâtel délibérait depuis longtemps sur la révision des lois en vigueur concernant l'organisation des cultes. Les débats se sont terminés dans la séance du 22 mai de ce Conseil, où la nouvelle loi ecclésiastique a été votée à la faible majorité de sept voix, — 47 contre 40. En outre le Grand-Conseil a répondu, également à une faible majorité (44 voix contre 41), de nombreuses pétitions demandant que la loi ecclésiastique, si elle était votée par l'Assemblée législative, fût soumise à la ratification du peuple neuchâtelois.

Genève, 22 mai. — La police genevoise a arrêté et livré à la France un certain Chausser, qui se disait ancien commissaire de police de la Commune de Paris. Il avait commis plusieurs crimes de droit commun et s'était évadé de la maison centrale de Pierrevaux.

Espagne.

La *Ignorancia* du 19 mai donne des renseignements sur l'affaire de Sanahuja et modifie sensiblement les premières nouvelles que nous

avons enregistrées hier. Il est bien vrai que les carlistes ont fusillé leurs prisonniers, mais ces prisonniers n'étaient pas, comme on l'avait dit, au nombre de 150; il n'y avait qu'un petit nombre que la *Ignorancia* ne précise pas, et qui avaient été capturés lors d'une première surprise causée par l'attaque soudaine des carlistes. Mais les troupes républicaines se sont rapidement ralliées et ont défendu Sanahuja pendant quarante heures. Les carlistes, décimés par le feu des volontaires retranchés dans les maisons, ont battu en retraite dans la montagne, où ils sont actuellement poursuivis par des forces venues de Tarraga par train express.

Ces renseignements sont d'ailleurs confirmés par un télégramme du gouverneur adressé de Lérida au ministre de la guerre.

Perpignan, 22 mai. — Les événements de Sanahuja ont provoqué de l'agitation à Barcelone. La milice républicaine s'est rassemblée et a décidé de réclamer les carlistes qui se trouvent dans les prisons pour les fusiller; mais l'autorité, prévoyant le danger, avait transféré ces prisonniers au fort de Montjuich. Une dé marche a été faite par les miliciens et les conseillers municipaux auprès du général Patino pour que tous les individus connus pour leurs opinions carlistes fussent arrêtés, en représailles des excès commis par les bandes carlistes. Cette commission a fait une démarche analogue auprès du gouvernement civil. Le gouverneur a été consulté par voie télégraphique.

Le général Velarde a pris, le 18 mai, à Montblanc, les dispositions relatives à la levée en masse.

Amérique.

ÉTATS-UNIS. — Une de nos dépêches d'hier annonçait que le gouvernement de l'Union était décidé à ne plus tolérer les violations de frontière de la part des Mexicains. Voici un télégramme de New-York, 22 mai, — que nous trouvons dans la *Kölnischer Zeitung*, — dont il semblerait ressortir plutôt que déjà les représailles avaient commencé.

« Six cents soldats américains, — dit la dépêche en question, — sous les ordres du général Mackenzie, ont pénétré à 80 milles dans l'intérieur du territoire mexicain et ont attaqué les Indiens qui avaient ravagé le Texas. Les Indiens ont eu 19 hommes tués et 19 blessés; on leur a pris en outre 40 femmes. Les Américains ont perdu 3 hommes tués. Au moment où les troupes de l'Union repassaient le Rio Grande du Nord, elles ont essuyé une fusillade de la part des Mexicains. »

Au dire de la même dépêche, le président Grant a donné 20 jours à tous ceux qui opposent de la résistance à M. Kellogg, gouverneur de la Louisiane, pour venir à résipiscence.

NECROLOGIE. — Les journaux de New-York du 7 mai enregistrent la mort de l'ancien président de la République de Venezuela, José Antonio Páez.

Né dans la province vénézuélienne de Barinas, Páez avait passé sa jeunesse parmi les gardiens de bestiaux, dans les plaines de Castagnare. En 1810, époque où éclata la révolution de Venezuela contre la domination espagnole, il s'enrôla dans les milices de Barinas comme simple soldat. En peu de temps, son mérite et sa bravoure le firent élever aux premiers grades. En 1819, il était nommé général de division. Dans la plus grande bataille de cette campagne, qui eut lieu à Corabobo en 1821, le général Páez commandait une division de l'armée. Une charge brillante qu'il exécuta sur l'artillerie espagnole lui décida la journée en faveur des patriotes; en récompense de ses brillants services, on lui confia le commandement en chef de l'armée.

En 1829, lorsque le Venezuela se sépara de la Colombie et se constitua en république distincte, le général Páez fut choisi comme président. Il fut élu en 1839. En 1848, le général Monagas, qui avait été élu à la présidence en 1846, voulut se faire nommer dictateur. Cette tentative produisit une révolution à la tête de laquelle se mit Páez. Mais la révolution échoua, et le général Páez, fait prisonnier par les forces de Monagas, fut détenu dans les prisons en 1849. Plus tard, il fut jugé et condamné à l'exil par les chefs des libéraux assemblés en conseil de guerre. Il se fit pour lors de son exil l'Union américaine, et le 4 mai de la même année il parvint en destination de New-York, où il arriva et fixa sa résidence.

dance. Il passa à New-York les vingt dernières années de sa vie.

Jose Antonio Páez était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.

Le Reichsanzeiger du 24 mai promulgue, sous la date du 20, la loi récemment votée par le Parlement et approuvée par le conseil fédéral, qui déclare affiliées à l'ordre de Jésus et tombant sous le coup de la loi du 5 juillet 1870 contre la compagnie de Jésus, — les congrégations des rédemptoristes, des lazaristes, du Saint-Esprit et du Sacré-Cœur.

Par conséquent les établissements de ces congrégations devront avoir cessé d'exister dans les six mois, c'est-à-dire pour le terme définitif du 20 novembre prochain.

Il est question, dit la *National Zeitung*, de clore prochainement la session du Parlement de l'empire et de convoquer de nouveau les députés pour l'automne. C'est aujourd'hui, lundi, que les comités des diverses fractions devaient s'entendre sur la possibilité de prolonger encore la session ou l'opportunité de la clore dès à présent.

AUTRICHE-HONGRIE.

S. M. le roi des Belges est arrivé à Vienne le 23 mai au soir et a été reçu à la gare par S. M. l'empereur François-Joseph.

FRANCE.

Vu l'intérêt que présentent les deux journées parlementaires de vendredi et samedi derniers, nous croyons devoir donner dès à présent le commencement de la séance du 23, dont la fin ne nous arrivera que demain matin :

M. le ministre de la justice lit une déclaration du conseil de laquelle il résulte que, conformément aux règles récemment établies, il y a lieu pour M. le président de la République d'intervenir dans le débat de l'interpellation du 19 mai, relative à la politique générale du gouvernement.

M. Buffet donne ensuite la parole à M. le duc de Broglie pour développer cette même interpellation.

M. le duc de Broglie dit au début de son discours qu'il y a un doute profond dans l'esprit des interpellateurs sur les garanties de fermeté qu'offre le ministère actuel. L'interpellation qu'il est chargé de défendre a pour but de savoir si ce doute peut être dissipé.

Il rappelle que les dernières élections, soit du 27 avril, soit du 11 mai, font craindre que le parti radical ne soit porté bientôt au pouvoir par le suffrage universel, tel qu'il est organisé.

Il constate ensuite que le parti radical veut ce qu'on appelle des réformes sociales allant bien au-delà des réformes de 1789 et ayant pour but de soumettre la société actuelle à une refonte générale à laquelle elle est peu disposée à se soumettre.

Il rappelle ensuite que la parti radical a trempé dans la Commune par M. Ranc, qui a été couvert par une indulgence du gouvernement dont les motifs ne sont pas encore expliqués.

(Vifs et nombreux applaudissements à droite.) M. le duc de Broglie prend ensuite un rôle de M. Barodet, de M. Lockroy à la même époque.

Il rappelle enfin que le parti radical a tousjours dit que dans la guerre civile née de l'insurrection du 18 mars, il y avait eu égalité de torts du côté de la Commune et du côté de l'Assemblée, et que par conséquent celle-ci doit à celle-là une réparation.

Cette réparation serait une terrible vengeance, si le parti radical arrivait légalement au pouvoir comme peuvent le faire craindre des faits récents, si on n'oppose une digue puissante à ses pratiques et à ses doctrines.

M. le duc de Broglie établit, par des faits et des raisonnements qui produisent une vive impression sur l'Assemblée, qu'il y a toujours eu dans le gouvernement deux tendances différentes : l'une presque radicale, l'autre un peu conservatrice existant l'une à côté de l'autre et aboutissant à une politique équivoque et désorganisée que s'est proposé pour unique

devoir de maintenir uniquement l'ordre matériel dans la rue.

M. le duc de Broglie, continuant, fait allusion au langage de M. Jules Simon prétendant que M. Thiers a seul opéré la libération du territoire.

Il rappelle que ce langage a été désavoué par M. de Goulard. Il voit dans cette dualité la manifestation évidente des deux tendances qui n'ont cessé de coexister dans l'ancien cabinet et tout le gouvernement jusqu'au 18 mai.

M. de Broglie aborde alors le fond du débat avec une très grande netteté. Il constate que les modifications du 18 mai apportées dans la composition du cabinet sont un pas de plus dans la voie des concessions au radicalisme et il ajoute que, pour le désabuser et le contredire, il faudra plus que des paroles, il faudra des actes.

Nombreux et vifs applaudissements. La séance continue.

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France constate les résultats suivants à la date du 23 mai :

Augmentation : encaisse, 500,000 fr.; diminutions : portefeuille, 39,000,000 fr.; avances sur lingots, 1,750,000 fr.; circulation des billets, 16,750,000 francs; compte du trésor, 5,500,000 fr.; comptes-courants, 16,000,000 de francs.

ESPAGNE.

Les dernières nouvelles de Sanahuja disent que 20 volontaires ont été fusillés; 36 cavaliers, 4 officiers et un colonel ont été faits prisonniers; leur sort est inconnu.

TURQUIE.

Le khédive d'Égypte a en le 22 mai une audience du sultan; on assure que l'entrevue a été très cordiale.

GRÈCE.

Une dépêche d'Athènes en date du 23 mai annonce que M. Delyanni, candidat ministériel, a été élu président de la Chambre hellénique.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Versailles, lundi 26 mai, au matin.

Le *Journal officiel* publie la liste de nouveaux ministères. Elle est conforme à celle qu'on a lue plus haut; seulement le maintien du général de Cissey au ministère de la guerre est désigné comme provisoire. De plus M. Pascal, qui avait donné sa démission en même temps que M. de Goulard, est de nouveau nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur.

Autre dépêche.

Paris, lundi 26 mai, 2 h. de l'après-midi.

Les troupes avaient été consignées samedi par précaution; mais depuis hier la consigne est levée. Paris a repris complètement son aspect habituel. L'ordre n'a été troublé nulle part dans les départements. On espère une grande reprise du travail.

BOURSE DE BERLIN LE 26 MAI.

A 3 semaines sur St-Petersbourg, 89 1/4 th. pour 100 r. 3 mois sur St-Petersbourg, 85 3/8 th. pour 100 r. Prix des billets de crédit russes 30 3/4 th. pour 100 r.

1^{er} emprunt à lots et primes 128 5/8. 2^e emprunt à lots et primes 127 1/2. 3^e emprunt (1854) 77 3/8. 4^e emprunt (1855) 83 3/4. 5^e emprunt (1856) 83 3/4. 6^e emprunt (1857) 83 3/4. 7^e emprunt (1858) 83 3/4. 8^e emprunt (1859) 83 3/4. 9^e emprunt (1860) 83 3/4. 10^e emprunt (1861) 83 3/4. 11^e emprunt (1862) 83 3/4. 12^e emprunt (1863) 83 3/4. 13^e emprunt (1864) 83 3/4. 14^e emprunt (1865) 83 3/4. 15^e emprunt (1866) 83 3/4. 16^e emprunt (1867) 83 3/4. 17^e emprunt (1868) 83 3/4. 18^e emprunt (1869) 83 3/4. 19^e emprunt (1870) 83 3/4. 20^e emprunt (1871) 83 3/4. 21^e emprunt (1872) 83 3/4. 22^e emprunt (1873) 83 3/4. 23^e emprunt (1874) 83 3/4. 24^e emprunt (1875) 83 3/4. 25^e emprunt (1876) 83 3/4. 26^e emprunt (1877) 83 3/4. 27^e emprunt (1878) 83 3/4. 28^e emprunt (1879) 83 3/4. 29^e emprunt (1880) 83 3/4. 30^e emprunt (1881) 83 3/4. 31^e emprunt (1882) 83 3/4. 32^e emprunt (1883) 83 3/4. 33^e emprunt (1884) 83 3/4. 34^e emprunt (1885) 83 3/4. 35^e emprunt (1886) 83 3/4. 36^e emprunt (1887) 83 3/4. 37^e emprunt (1888) 83 3/4. 38^e emprunt (1889) 83 3/4. 39^e emprunt (1890) 83 3/4. 40^e emprunt (1891) 83 3/4. 41^e emprunt (1892) 83 3/4. 42^e emprunt (1893) 83 3/4. 43^e emprunt (1894) 83 3/4. 44^e emprunt (1895) 83 3/4. 45^e emprunt (1896) 83 3/4. 46^e emprunt (1897) 83 3/4. 47^e emprunt (1898) 83 3/4. 48^e emprunt (1899) 83 3/4. 49^e emprunt (1900) 83 3/4. 50^e emprunt (1901) 83 3/4. 51^e emprunt (1902) 83 3/4. 52^e emprunt (1903) 83 3/4. 53^e emprunt (1904) 83 3/4. 54^e emprunt (1905) 83 3/4. 55^e emprunt (1906) 83 3/4. 56^e emprunt (1907) 83 3/4. 57^e emprunt (1908) 83 3/4. 58^e emprunt (1909) 83 3/4. 59^e emprunt (1910) 83 3/4. 60^e emprunt (1911) 83 3/4. 61^e emprunt (1912) 83 3/4. 62^e emprunt (1913) 83 3/4. 63^e emprunt (1914) 83 3/4. 64^e emprunt (1915) 83 3/4. 65^e emprunt (1916) 83 3/4. 66^e emprunt (1917) 83 3/4. 67^e emprunt (1918) 83 3/4. 68^e emprunt (1919) 83 3/4. 69^e emprunt (1920) 83 3/4. 70^e emprunt (1921) 83 3/4. 71^e emprunt (1922) 83 3/4. 72^e emprunt (1923) 83 3/4. 73^e emprunt (1924) 83 3/4. 74^e emprunt (1925) 83 3/4. 75^e emprunt (1926) 83 3/4. 76^e emprunt (1927) 83 3/4. 77^e emprunt (1928) 83 3/4. 78^e emprunt (1929) 83 3/4. 79^e emprunt (1930) 83 3/4. 80^e emprunt (1931) 83 3/4. 81^e emprunt (1932) 83 3/4. 82^e emprunt (1933) 83 3/4. 83^e emprunt (1934) 83 3/4. 84^e emprunt (1935) 83 3/4. 85^e emprunt (1936) 83 3/4. 86^e emprunt (1937) 83 3/4. 87^e emprunt (1938) 83 3/4. 88^e emprunt (1939) 83 3/4. 89^e emprunt (1940) 83 3/4. 90^e emprunt (1941) 83 3/4. 91^e emprunt (1942) 83 3/4. 92^e emprunt (1943) 83 3/4. 93^e emprunt (1944) 83 3/4. 94^e emprunt (1945) 83 3/4. 95^e emprunt (1946) 83 3/4. 96^e emprunt (1947) 83 3/4. 97^e emprunt (1948) 83 3/4. 98^e emprunt (1949) 83 3/4. 99^e emprunt (1950) 83 3/4. 100^e emprunt (1951) 83 3/4. 101^e emprunt (1952) 83 3/4. 102^e emprunt (1953) 83 3/4. 103^e emprunt (1954) 83 3/4. 104^e emprunt (1955) 83 3/4. 105^e emprunt (1956) 83 3/4. 106^e emprunt (1957) 83 3/4. 107^e emprunt (1958) 83 3/4. 108^e emprunt (1959) 83 3/4. 109^e emprunt (1960) 83 3/4. 110^e emprunt (1961) 83 3/4. 111^e emprunt (1962) 83 3/4. 112^e emprunt (1963) 83 3/4. 113^e emprunt (1964) 83 3/4. 114^e emprunt (1965) 83 3/4. 115^e emprunt (1966) 83 3/4. 116^e emprunt (1967) 83 3/4. 117^e emprunt (1968) 83 3/4. 118^e emprunt (1969) 83 3/4. 119^e emprunt (1970) 83 3/4. 120^e emprunt (1971) 83 3/4. 121^e emprunt (1972) 83 3/4. 122^e emprunt (1973) 83 3/4. 123^e emprunt (1974) 83 3/4. 124^e emprunt (1975) 83 3/4. 125^e emprunt (1976) 83 3/4. 126^e emprunt (1977) 83 3/4. 127^e emprunt (1978) 83 3/4. 128^e emprunt (1979) 83 3/4. 129^e emprunt (1980) 83 3/4. 130^e emprunt (1981) 83 3/4. 131^e emprunt (1982) 83 3/4. 132^e emprunt (1983) 83 3/4. 133^e emprunt (1984) 83 3/4. 134^e emprunt (1985) 83 3/4. 135^e emprunt (1986) 83 3/4. 136^e emprunt (1987) 83 3/4. 137^e emprunt (1988) 83 3/4. 138^e emprunt (1989) 83 3/4. 139^e emprunt (1990) 83 3/4. 140^e emprunt (1991) 83 3/4. 141^e emprunt (1992) 83 3/4. 142^e emprunt (1993) 83 3/4. 143^e emprunt (1994) 83 3/4. 144^e emprunt (1995) 83 3/4. 145^e emprunt (1996) 83 3/4. 146^e emprunt (1997) 83 3/4. 147^e emprunt (1998) 83 3/4. 148^e emprunt (1999) 83 3/4. 149^e emprunt (2000) 83 3/4. 150^e emprunt (2001) 83 3/4. 151^e emprunt (2002) 83 3/4. 152^e emprunt (2003) 83 3/4. 153^e emprunt (2004) 83 3/4. 154^e emprunt (2005) 83 3/4. 155^e emprunt (2006) 83 3/4. 156^e emprunt (2007) 83 3/4. 157^e emprunt (2008) 83 3/4. 158^e emprunt (2009) 83 3/4. 159^e emprunt (2010) 83 3/4. 160^e emprunt (2011) 83 3/4. 161^e emprunt (2012) 83 3/4. 162^e emprunt (2013) 83 3/4. 163^e emprunt (2014) 83 3/4. 164^e emprunt (2015) 83 3/4. 165^e emprunt (2016) 83 3/4. 166^e emprunt (2017) 83 3/4. 167^e emprunt (2018) 83 3/4. 168^e emprunt (2019) 83 3/4. 169^e emprunt (2020) 83 3/4. 170^e emprunt (2021) 83 3/4. 171^e emprunt (2022) 83 3/4. 172^e emprunt (2023) 83 3/4. 173^e emprunt (2024) 83 3/4. 174^e emprunt (2025) 83 3/4. 175^e emprunt (2026) 83 3/4. 176^e emprunt (2027) 83 3/4. 177^e emprunt (2028) 83 3/4. 178^e emprunt (2029) 83 3/4. 179^e emprunt (2030) 83 3/4. 180^e emprunt (2031) 83 3/4. 181^e emprunt (2032) 83 3/4. 182^e emprunt (2033) 83 3/4. 183^e emprunt (2034) 83 3/4. 184^e emprunt (2035) 83 3/4. 185^e emprunt (2036) 83 3/4. 186^e emprunt (2037) 83 3/4. 187^e emprunt (2038) 83 3/4. 188^e emprunt (2039) 83 3/4. 189^e emprunt (2040) 83 3/4. 190^e emprunt (2041) 83 3/4. 191^e emprunt (2042) 83 3/4. 192^e emprunt (2043) 83 3/4. 193^e emprunt (2044) 83 3/4. 194^e emprunt (2045) 83 3/4. 195^e emprunt (2046) 83 3/4. 196^e emprunt (2047) 83 3/4. 197^e emprunt (2048) 83 3/4. 198^e emprunt (2049) 83 3/4. 199^e emprunt (2050) 83 3/4. 200^e emprunt (2051) 83 3/4. 201^e emprunt (2052) 83 3/4. 202^e emprunt (2053) 83 3/4. 203^e emprunt (2054) 83 3/4. 204^e emprunt (2055) 83 3/4. 205^e emprunt (2056) 83 3/4. 206^e emprunt (2057) 83 3/4. 207^e emprunt (2058) 83 3/4. 208^e emprunt (2059) 83 3/4. 209^e emprunt (2060) 83 3/4. 210^e emprunt (2061) 83 3/4. 211^e emprunt (2062) 83 3/4. 212^e emprunt (2063) 83 3/4. 213^e emprunt (2064) 83 3/4. 214^e emprunt (2065) 83 3/4. 215^e emprunt (2066) 83 3/4. 216^e emprunt (2067) 83 3/4. 217^e emprunt (2068) 83 3/4. 218^e emprunt (2069) 83 3/4. 219^e emprunt (2070) 83 3/4. 220^e emprunt (2071) 83 3/4. 221^e emprunt (2072) 83 3/4. 222^e emprunt (2073) 83 3/4. 223^e emprunt (2074) 83 3/4. 224^e emprunt (2075) 83 3/4. 225^e emprunt (2076) 83 3/4. 226^e emprunt (2077) 83 3/4. 227^e emprunt (2078) 83 3/4. 228^e emprunt (2079) 83 3/4. 229^e emprunt (2080) 83 3/4. 230^e emprunt (2081) 83 3/4. 231^e emprunt (2082) 83 3/4. 232^e emprunt (2083) 83 3/4. 233^e emprunt (2084) 83 3/4. 234^e emprunt (2085) 83 3/4. 235^e emprunt (2086) 83 3/4. 236^e emprunt (2087) 83 3/4. 237^e emprunt (2088) 83 3/4. 238^e emprunt (2089) 83 3/4. 239

